

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur

Site de BOULOURIS – ST RAPHAEL

Aménagement d'une aire de pratiques sportives de sable

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES



CCTP

LOT 02 AMENAGEMENT TERRAIN

MAITRE D'OUVRAGE :

REGION SUD

27, place Jules Guesde
13481 Marseille Cedex 20



MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE

CREPS

Provence Alpes
Côte d'Azur

Site de BOULOURIS

346, Bd des Mimosas 83707 Saint Raphael



ASSISTANT TECHNIQUE :

BET ACP

AGENCE CONSEIL PACA

3476 Quartier le vaisseau, RN8
13420 Gémenos
Societe.acp@orange.fr



0				
	0	05/2026	CC	Origine du document
	Indice	Date	Auteur	Modification

Sommaire

1	PRESCRIPTIONS GENERALES.....	3
1.1	OBJET DU MARCHE	3
1.2	PRESENTATION DU PROJET	3
1.2.1	EMPLACEMENT DU PROJET	3
1.2.2	CONFIGURATIONS ENVISAGEES	4
1.3	LISTE DES LOTS	5
1.4	CCTP.....	5
1.5	ETAT DES LIEUX, VERIFICATION DU CCTP ET DES QUANTITES.....	5
1.6	DOCUMENTS TECHNIQUES GENERAUX APPLICABLES.....	6
1.7	DOCUMENTS À FOURNIR / CONSISTANCE DES PRIX	7
1.8	GARANTIE	8
1.9	QUALITE DES MATERIAUX / PRODUITS EQUIVALENTS.....	9
1.10	CONTRAINTES DU SITE.....	9
1.11	SECURITE DE CHANTIER	10
1.12	NETTOYAGE DU CHANTIER PENDANT ET APRES TRAVAUX	11
1.13	BUREAU DE CONTROLE.....	11
1.14	COORDONNATEUR SECURITE.....	11
1.15	REUNION DE CHANTIER	11
2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES TRAVAUX.....	12
2.1	AIRE DE PRATIQUE	12
2.2	PARE BALLON	13
2.3	MATERIEL SPORTIF.....	13
2.3.1	EQUIPEMENT POUR LA PRATIQUE DU BEACH VOLLEY	13
2.3.2	EQUIPEMENT POUR LA PRATIQUE DU BEACH HANDBALL	14
2.3.3	FORMATION MONTAGE	14

1 PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

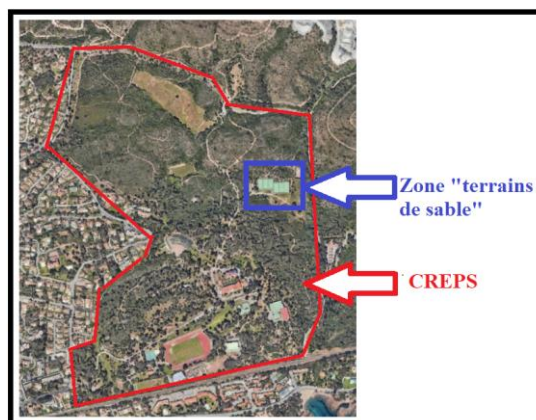
Ce document concerne l'aménagement d'un terrain de beach volley et d'annexes au niveau des terrains de tennis implantés à l'ouest du site du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur site de Boulouris St-Raphaël, implanté à saint Raphaël (83).

Le marché est alloti en 2 lots :

- Le lot VRD, qui comprend dans les grandes lignes :
 - o Le rabotage de la surface et la pose de drains
 - o La réalisation de bordures de maintien de sable
 - o La modification de clôture
 - o L'aménagement des espaces devant les terrains
 - o L'aménagement d'une borne foraine
 - o L'aménagement d'une aire de rinçage
- Le lot AMENAGEMENT, qui comprend :
 - o La fourniture et pose du sable homologué
 - o La fourniture et pose des équipements sportifs

1.2 PRESENTATION DU PROJET

1.2.1 EMPLACEMENT DU PROJET



La surface des deux terrains représente environ 1225m² entourés d'un grillage de 3m de haut (37m x 37m). Les sols de ces terrains de tennis sont en enrobés.

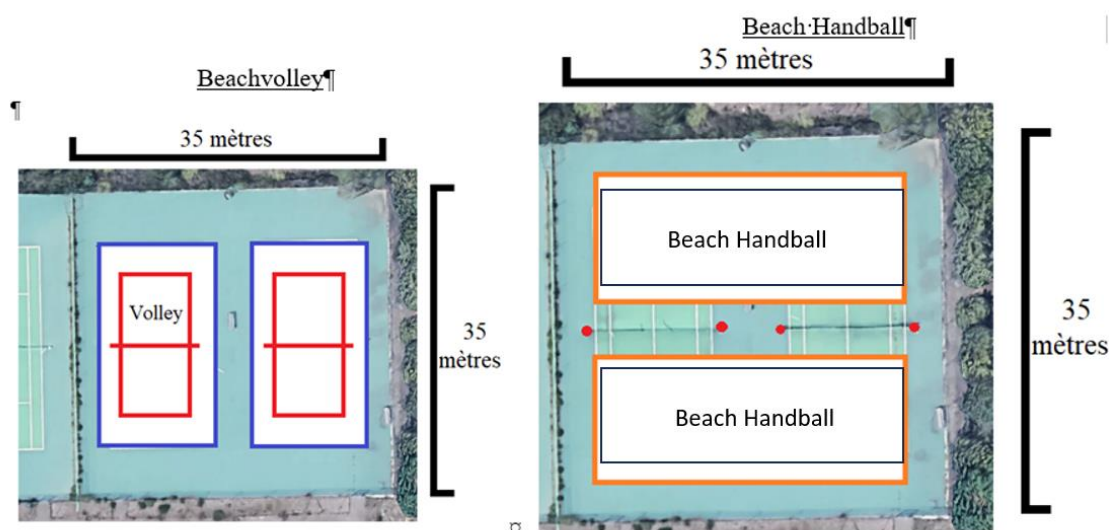


1.2.2 CONFIGURATIONS ENVISAGEES

1.2.2.1 *Configuration PERMANENTE*

Le CREPS souhaite disposer d'une configuration dite « permanente », qui correspond à son usage pendant les périodes scolaires. Cela se traduit par l'implantation de deux terrains de beach-volley permanents sur la zone (socles des poteaux fixes [à même la dalle] mais avec la possibilité d'enlever les poteaux).

Via des kits modulaires, cette zone permettra également l'implantation de deux terrains de beach handball. Les poteaux de volley n'empêchent pas la pratique du beach handball au vu des dimensions réglementaires des terrains.



Confère plans BEACH 01 pour la dernière version mise à jour

1.2.2.2 *Configurations MODULAIRES (exemples)*

En dehors des périodes de vacances scolaires, l'usage de cette aire de jeu « bascule » dans une gestion dite « d'accueil de stages » où l'accès sera organisé en fonction des demandes de stages qui peuvent répondre à divers besoins.

Ces configurations sont représentées sur les plans présent dans le dossier de consultation.

Confère plans BEACH 01 pour la dernière version mise à jour

1.2.2.3 Dimensions des différents terrains de jeu

Sport	Dimensions terrains (m)	Dégagements (m)
Beach handball	27 x 12	3
Beach volley	8 x 16 international	5
	8 x 16 national	4
	8 x 16 régional	3
Beach tennis	8 x 16	2 fonds – 1 côtés
Lutte sur sable	7m de diamètre	2
Beach rugby	20 x 10 animation	3

1.3 LISTE DES LOTS

Les travaux sont présentés en 2 lots, qui devront réaliser la totalité des ouvrages.

1.4 CCTP

Le présent CCTP définit les prestations attendues et les minimas techniques et réglementaires à atteindre.

L'entreprise répondant au marché pourra apporter au travers de son dossier tous les éléments qu'elle jugerait nécessaire pour répondre au cahier des charges.

1.5 ETAT DES LIEUX, VERIFICATION DU CCTP ET DES QUANTITES

La décomposition du prix global et forfaitaire, établie par l'assistant technique, est donnée à titre indicatif.

Préalablement à la remise de son offre, l'Entreprise se rendra sur les lieux pour se rendre compte des difficultés d'exécution propres au chantier et pour déterminer, en toute connaissance de cause, l'importance des difficultés et sujétions particulières qu'entraîneront les travaux du présent lot, notamment en ce qui concerne : les lieux, les bâtiments, les ouvrages existants, les accès et abords.

Il est demandé à l'Entreprise du présent lot une connaissance parfaite des lieux de son intervention.

L'Entreprise doit visiter le site avant de remettre son offre afin d'apprécier toutes les difficultés de réalisation.

L'entreprise devra apprécier toutes les difficultés pouvant être rencontrées au cours du chantier, et rappel est fait du caractère intangible du marché qui est entièrement à prix global et forfaitaire.

L'Entreprise est réputée avoir, préalablement à son étude de prix :

- Avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier de consultation : administratif, ensemble des pièces techniques de tous les corps d'état, ensemble des pièces réglementaires : diagnostics, remarques du contrôleur technique et du Coordonnateur SPS.
- pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des implantations des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,

- apprécié exactement toutes les indications d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et leurs particularités,
- procédé à une visite détaillée des lieux et pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communications et de transports, stockage de matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées ...),
- pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations des autres corps d'état (si plusieurs corps d'état).

De ce fait, l'Entreprise ne pourra se prévaloir de la méconnaissance des lieux et documents mis à disposition, pour prétendre à une variation de son prix forfaitaire étant entendu que les travaux devront être exécutés en conformité avec la réglementation en vigueur.

Il appartient à l'Entreprise d'apprécier la situation, l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails dont l'emplacement, la nature ou la qualité sont implicitement prévus ou qui pourraient être omis sur les plans ou descriptifs.

De même, l'Entreprise pourra, en cours d'étude, faire sur place les sondages qui lui paraîtraient nécessaires pour apprécier la nature des matériaux cachés et devront provoquer lors de l'étude, tous renseignements complémentaires auprès de l'assistant technique.

Il est rappelé à l'Entreprise qu'il s'agit d'un forfait généralisé à l'ensemble des travaux décrits dans son lot et non pas d'un forfait limité à des hypothèses restrictives.

Avant la remise de son offre, l'Entreprise devra vérifier, sous sa responsabilité, les opérations et prestations prévues dans les différentes pièces et signaler à l'Assistant technique toutes les erreurs et/ou omissions qu'elle pourrait constater, et il lui appartient de modifier, en plus comme en moins, la décomposition du prix global et forfaitaire proposée par l'assistant technique suivant les prestations et les quantités qu'elle estime avoir à mettre en œuvre.

L'ensemble constitue un forfait et ne sera pas soumis à modifications, sauf en cas de changement dans le programme des travaux, demandé par le Maître d'ouvrage. La DPGF établie par l'Entreprise n'engage que sa propre responsabilité.

1.6 DOCUMENTS TECHNIQUES GENERAUX APPLICABLES

L'ensemble des Normes Françaises et D.T.U. sont applicables. Les procédés ou matériaux n'entrant pas dans le champ d'application des N.F. et D.T.U. devront faire l'objet d'un Avis Technique du C.S.T.B.

Les documents administratifs généraux applicables sont :

- le règlement sanitaire départemental,
- le code du travail,

VRD

L'ensemble des travaux de VRD et Terrassements seront réalisés conformément aux règles de l'art et en stricte conformité avec les textes en vigueur au moment de leur exécution ; et en particulier :

- lois, décrets, arrêtés, ordonnances et circulaires,
- D.T.U. n° 12 applicable aux terrassements,
- D.T.U. n° 21 applicable aux exécutions de travaux en béton,

- D.T.U. n° 40.5 applicable aux travaux d'évacuation des eaux pluviales,
- D.T.U. n° 60.32 applicable aux canalisations en PVC pour l'évacuation des E.P,
- D.T.U. n° 60.33 applicable aux canalisations en PVC pour l'évacuation des EU/EV,
- C.P.C. relatifs aux travaux de voirie,
- Fascicule spécial n° 79.11 bis du CCTG des marchés publics de travaux.
- Fascicule n° 70, canalisations d'assainissement et ouvrages annexes.
- Fascicule spécial n° 79.49 bis du CCTG.
- Fascicule n° 71, fourniture et pose de canalisations d'eau, accessoires et branchements.
- CCTG fascicules n° 2 et 25.
- Cahier des Prescriptions Communes (CPC) des marchés de travaux publics de l'état.
- Normes Françaises (NF) relatives aux matériaux et matériels mis en oeuvre et aux essais y afférent.

Surfaces sportives

- Règles de construction
- Les normes et règlements plus particulièrement :
 - Norme NF P 90-110 (conditions de réalisation d'un terrain de beach)
 - Normes applicables pour les matériaux (béton, acier, géotextile, granulats, etc.)
 - Règles de l'art, DTU ou normes locales en vigueur
 - Respect de la réglementation locale (urbanisme, drainage, etc.)
- Les réglementations émises par la FF Volley : guide de recommandations pour la construction de terrain de beach volley
- Le guide de la pratique de beach handball édité par la FF Handball.

Si en cours de travaux de nouveaux règlements entraient en vigueur, l'Entreprise titulaire de ce marché de travaux sera tenue d'en référer par écrit au Maître d'Ouvrage.

Les textes de base énoncés dans ce chapitre ne présentent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables.

1.7 DOCUMENTS À FOURNIR / CONSISTANCE DES PRIX

L'Entreprise titulaire du lot devra fournir, au minimum, les prestations générales et documents suivants :

- Un plan d'assurance qualité, présentant :
 - Identification et consistance des travaux
 - Organisation de l'entreprise
 - Organigramme nominatif
 - Description des fonctions du personnel
 - Schéma décisionnel
 - Organisation du contrôle intérieur
 - Moyens
 - Qualification du personnel
 - Qualité des matériaux mis en œuvre
 - Qualité des matériels d'exécution et de contrôle
 - Exécution des travaux
 - Méthodes de mise en œuvre
 - Description des fréquences et des contrôles
 - Documents de suivi
 - Traitement des non-conformités
 - Réception des travaux
 - Procédures de réception

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur site de BOULOURIS
Aménagement d'un terrain de sport en sable – LOT 2 EQUIPEMENT

- Les plans d'exécutions des ouvrages, les plans de calepinage et détails des ouvrages, en particulier :
 - Les fiches techniques de tous les matériaux et éléments préfabriqués prévus pour le marché
 - Les modes opératoires de pose définis par les fournisseurs respectifs
 - Les notes de calcul utiles pour assurer la pérennité de l'ouvrage
 - Les niveaux sur les plans (existants, projet)
- Le planning prévisionnel d'exécution, à faire valider par l'assistant technique
 - Le planning général détaillé sera à fournir en début de chantier
 - Il sera à modifier et à adapter en fonction des contraintes rencontrées
- Le nettoyage des gravois provenant des travaux du présent lot et l'évacuation dans les bennes, au fur et à mesure de l'avancement des travaux et l'entretien jusqu'à la réception des travaux,
- L'évacuation des emballages, gravois et déchets provenant des travaux,
- Les études, plans et détails, les notes de calculs des ouvrages, etc.,
- La réception des supports existants,
- La fourniture d'échantillons et prototype des matériaux devant être mis en œuvre,
- Les fournitures et les prestations annexes ou complémentaires ne figurant ni aux plans ni aux descriptifs, mais qui sont indispensables pour une exécution complète des ouvrages conformes aux N.F. et D.T.U,
- Les DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés),
 - Plan de récolement
 - Fiches techniques
 - Reportage photo du chantier
 - Les recommandations d'entretien
- Les DIUO (Dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages).
- L'ensemble des documents fournis par l'entreprise sera à faire approuver par la Maîtrise d'Œuvre et par le Bureau de contrôle.

Devront être inclus dans les prix unitaires tous les frais afférents à :

- Les frais liés aux échanges techniques et modifications de documents d'exécution demandées par l'assistant technique ou le contrôleur technique

Mais aussi de façon plus générique :

- Les fournitures, main d'œuvre, locations d'engins, taxes, frais annexes et toutes sujétions nécessaires pour un parfait et complet achèvement des ouvrages,
- La fourniture et prestations annexes indispensables pour une exécution conforme aux documents de référence,
- Les frais d'installation de chantier,
- Le montage et l'acheminement des matériaux,
- Les échafaudages, engins et appareils nécessaires à l'exécution des travaux,
- Les étanchéités provisoires, protections et bâchages,
- Frais de brevet, de marques ou modèles déposés,
- Les essais physiques et mécaniques des ouvrages prescrits par les Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre ou bureau de contrôle (à la charge de l'entreprise),
- Tous les dispositifs de sécurité suivant législation du code du travail.

1.8 GARANTIE

L'entreprise sera tenue pendant la période comprise entre l'achèvement des travaux et la fin du délai de garantie de reprendre à ses frais tous les ouvrages défectueux soit par vice de construction, soit par vice de montage.

L'entreprise demeure responsable de tous les accidents qui pourraient résulter d'un vice de réalisation ou de montage des matériaux de sa fourniture. De ce fait, les dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents lui incomberaient.

Le CCAP complète les garanties demandées par le maître d'ouvrage.

1.9 QUALITE DES MATERIAUX / PRODUITS EQUIVALENTS

Les matériaux, produits et composants de la construction seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce. La qualité des matériaux et leur mise en œuvre seront telles que les ouvrages puissent recevoir une garantie. Les matériaux présentant des vices de fabrication ou ayant reçu des chocs qui pourraient être nuisibles à l'exploitation seront refusés et remplacés sans supplément de prix.

L'Entreprise est tenue de renseigner son offre avec les fiches et documentations techniques des produits qu'elle propose. L'assistant technique et le maître d'ouvrage se réservant le droit de refuser le produit si celui-ci ne correspond pas strictement à la prescription et ceci même après signature du marché.

Concernant les PMO (Produits de Mise en Œuvre) tels que ciment, mortiers, résines, colles, joints divers et les produits de peinture prescrits (sauf produits dits de décoration) l'indication éventuelle de marques et types n'a qu'une valeur indicative, l'entrepreneur devant dans tous les cas la reconnaissance des supports et vérifier que les produits proposés sont bien adaptés à l'usage et aux supports. L'emploi de produits dits « équivalents » est autorisé sous réserve d'apporter la preuve de l'équivalence.

Dans le cas où l'entrepreneur a connaissance de problèmes de qualité, de mise en œuvre, d'approvisionnement en fonction du planning prévisionnel ou d'autres problèmes concernant un ou des produits prescrits ou proposés dans le CCTP de son lot, il se doit de porter ces informations par écrit à la connaissance de l'assistant technique dès l'appel d'offres et au plus tard avant signature du marché. Il en est de même si une technique prescrite lui semble hasardeuse, difficile à mettre en œuvre ou incompatible avec les objectifs demandés. En l'absence de réserves concernant la prescription de l'assistant technique, l'Entreprise prendra sous sa responsabilité financière toutes les sujétions découlant de la réalisation des ouvrages concernés.

1.10 CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront à réaliser en site occupé et en fonctionnement toute la semaine, y compris le week-end.

L'Entreprise devra prendre toutes dispositions particulières, à ce sujet, notamment :

- Pour garantir la sécurité des occupants, en particulier les pratiquants suivants :
 - Ecoles pratiquant des activités en extérieurs
 - VTT dont le chemin passe à côté du chantier
- Pour protéger les ouvrages existants

L'ensemble des dispositions citées ci-dessous doivent être prises en compte par l'Entreprise :

- Locaux de stockage

Pendant la durée des travaux, une zone de stockage pourra être mise à la disposition des entreprises pour le stockage du matériel (aire sécurisée).

- Bruit, nuisances diverses, odeurs des produits employés

Pendant les travaux une attention particulière sera portée sur ces aspects.

L'outillage et les produits utilisés doivent être compatibles avec les exigences de confort du personnel et ne devront pas être stockés dans les circulations (site occupé).

- Accès livraison

Seuls les véhicules utilisés pour approvisionner le chantier ou pour évacuer les gravats seront autorisés à pénétrer dans la zone de travaux, leur stationnement sera ponctuel et réglementé par l'exploitant.

Les routes empruntées devront rester propres et entretenues. Un homme trafic doit être mobilisé pour les livraisons des gros engins.

- Travaux bruyants

Les entreprises devant réaliser des travaux bruyants devront, auparavant, prévenir la Maitrise d'Ouvrage, l'assistant technique et le coordonnateur SPS de façon à s'assurer qu'ils ne perturberont pas le voisinage. Les règles seront mises en place au coup par coup.

- Respect des tiers et du voisinage

Respect des règles d'urbanisme, des exigences d'usage et des décrets municipaux.

- Respect du Règlement Intérieur du CREPS site de Boulouris (ex : interdiction de fumer)
- Protection de l'existant

L'Entreprise doit protéger à ses frais l'existant contre tout risque de dégradation fonctionnelle, architecturale et structurelle.

- Garantir la sécurité des occupants

Pour mener à bien leurs travaux, les entreprises devront respecter les objectifs suivants :

- Ne pas entraver le fonctionnement de l'établissement pendant les travaux
 - Ne pas encombrer les issues de secours pendant les travaux
 - Mettre les moyens adéquats pour réaliser le chantier dans les délais
 - Prévoir les protections nécessaires pour l'ensemble des ouvrages
 - Mettre en place une signalisation spécifique aux travaux pour le public
- Protection efficace des équipements divers
- Conservation du matériel et du mobilier existant

L'entrepreneur a la responsabilité, pendant son intervention, de la conservation des biens mobiliers et matériels dans la zone de ses travaux.

Un constat initial avant travaux sera réalisé et formalisé par l'entreprise en présence de l'exploitant et de l'huissier.

- Incendie

Le risque d'incendie étant présent, l'Entreprise sera soumise aux différents décrets pouvant être mis en place (en particulier l'interdiction d'emploi de certains engins thermiques en période de risque élevés). L'Entreprise devra vérifier l'évolution des arrêtés et décrets au fil du chantier, et les respecter.

L'Entreprise prendra des mesures particulières pour ce chantier, notamment :

- Prise de contact avec les services de pompiers pour présenter le chantier
- Adopter les mesures de base (posséder des extincteurs) proximité des zones de travaux et des zones de présence d'engins de chantier

1.11 SECURITE DE CHANTIER

En cas de présence de plusieurs entreprises, aucune mise à disposition entre entreprises n'est prévue contractuellement. Chaque Entreprise doit donc ses propres échafaudages, barrières et mesures de sécurité nécessaires à l'exécution de ses prestations et de les maintenir aussi longtemps que nécessaire jusqu'à la mise en place des ouvrages définitifs tels que :

- les barrières périphériques, les échafaudages, etc,
- tout autre ouvrage participant à la sécurité du personnel sans limitation en respectant les consignes du coordonnateur de sécurité.
- les accès pompiers existants qui devront être maintenus et demeurer libres de tout encombrement. Des pénalités spécifiques seront appliquées aux entreprises qui encombreraient

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur site de BOULOURIS
Aménagement d'un terrain de sport en sable – LOT 2 EQUIPEMENT

ces accès de quelque manière que ce soit (stationnement de véhicules, entreposage de matériel, empiètement des installations, dégradation de la voie, etc.)

Toutes les mesures de sécurité devront être prises pendant les travaux pour assurer la sécurité des utilisateurs, du public et du personnel.

L'entrepreneur a, à sa charge, tous les travaux de protection collective ou individuelle pendant la durée du chantier.

1.12 NETTOYAGE DU CHANTIER PENDANT ET APRES TRAVAUX

Le chantier étant situé à l'intérieur d'un site occupé, il devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'Entreprise devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'Entreprise devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, et tous les locaux touchés par les travaux ou par le passage des ouvriers devront être nettoyés.

L'Entreprise devra en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

1.13 BUREAU DE CONTROLE

L'Entreprise est tenue de prendre en compte le rapport du bureau de contrôle de l'opération. Elle comprendra dans son offre de prix le traitement des différents points évoqués dans ce rapport.

1.14 COORDONNATEUR SECURITE

L'Entreprise est tenue de prendre en compte le rapport du coordonnateur SPS de l'opération. Elle comprendra dans son offre de prix le traitement des différents points évoqués dans ce rapport.

1.15 REUNION DE CHANTIER

Pendant le chantier, 2 réunions de chantier par semaine auront lieu en présence du maître d'ouvrage et de l'assistant technique

- La première devra obligatoirement être faite par le chargé d'affaires + le chef de chantier, en présentiel
- La deuxième pourra être réalisée par le chef de chantier

Dans le cas où l'Entreprise ne désigne pas de chef de chantier en capacité de prendre les décisions et de réaliser les échanges attendus, le chargé d'affaire devra venir en présentiel aux 2 réunions.

2 **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES TRAVAUX**

2.1 **AIRE DE PRATIQUE**

L'Entreprise doit les prestations suivantes :

- Fourniture et pose de sable sur l'aire de pratique, comprenant :
 - La fourniture et pose d'un géotextile anti contaminant 300g/m² sur l'ensemble de la surface
 - La fourniture sur site d'un sable de type BE30 ayant pour propriétés :
 - Composé de silice à plus de 99%
 - Naturel
 - Granulométrie entre 0.2 et 0.4 mm
 - Sable lavé et tamisé sans fines excessives (inférieure à 1% de passant au tamis 0.1mm)
 - Grains arrondis
 - Non calcaire (teneur en carbonate de calcium inférieure à 0.2%)
 - Destiné à la pratique du beach volley et présentant un certificat d'analyse et une attestation d'aptitude pour terrains de beach. Le sable devra faire l'approbation en phase de commande du maître d'œuvre et du représentant de la fédération de volley ball.
 - Couleur beige clair
 - Le sable retenu devra faire l'objet de l'agrément de la FFVB, et du CREPS.
 - La gestion des rotations de camions, avec la mise en place d'un homme trafic lors de l'acheminement dans le site du CREPS.
 - L'aménagement d'une aire de décharge des camions semi-remorques, à proximité du terrain
 - La mise en place d'une organisation d'acheminement du sable depuis l'aire de décharge du sable, au moyen d'engins plus léger pouvant acheminer le sable vers le terrain
 - La pose du sable sur le terrain, en passant par la rampe en tout venant, et en passant par le portail qui sera créé de largeur 2.50m
 - Aplanissement à la lame
 - Repose de la barrière bois ou métal qui sera créée pour blocage du sable devant le portail
 - Le niveau fini à réceptionner est de 42cm minimum en tout point
- Les accords administratifs pour traverser la commune sont à réaliser par l'entreprise

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur site de BOULOURIS
Aménagement d'un terrain de sport en sable – LOT 2 EQUIPEMENT

Composition chimique type

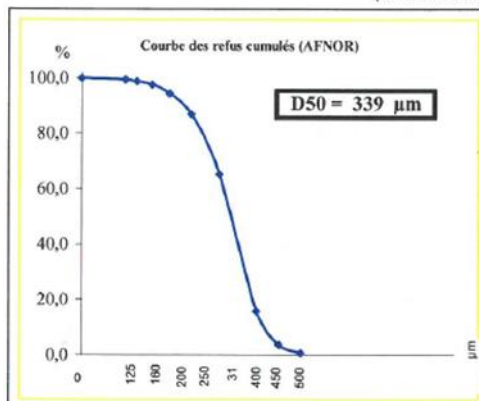
SiO ₂	99,53	%
Fe ₂ O ₃	0,110	%
Al ₂ O ₃	0,274	%
TiO ₂	0,068	%
CaO	0,010	%
K ₂ O	0,009	%

Caractéristiques physiques types

densité réelle (Pycnomètre)	2,65
dureté (Mohs)	7
pH	# 7
densité apparente sable sec ("Prolabo")	1,5
surface spécifique ("G F")	# 104 cm ² /g
coefficient d'angulosité ("G F")	1,4
perte au feu (à 1000°C)	0,12%
résistance pyroscopique (SFC ISO R528)	1750 °C

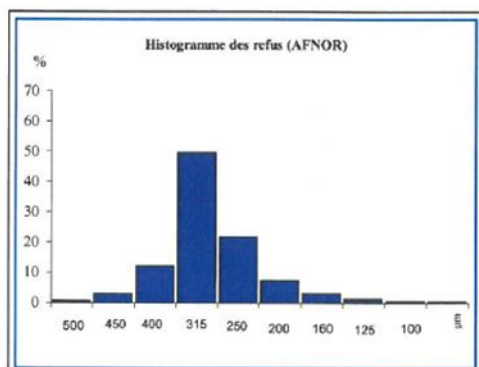
GRANULOMETRIE MOYENNE STATISTIQUE

(% en masse - Valeurs indicatives)



Série R20 ISO 565

ouverture des mailles μm	refus cumulés %
> 500	0,6
> 450	3,8
> 400	15,8
> 315	65,3
> 250	87,0
> 200	94,4
> 160	97,6
> 125	98,9



Classe μm	refus par tamis %
> 500 μm	0,6
500-450 μm	3,2
450-400 μm	12,1
400-315 μm	49,5
315-250 μm	21,7
250-200 μm	7,3
200-160 μm	3,2
160-125 μm	1,3
125-100 μm	0,6

particules < 20 μm : maxi NC % sur sable lavé

2.2 PARE BALLON

L'Entreprise doit les prestations suivantes :

- Fourniture et pose de poteaux de 5m de haut à sceller
- Fourniture et pose de filets pare ballon de 3m à 5m de haut sur la face avant et sur la face arrière du terrain – Maille 100 x 100 mm

2.3 MATERIEL SPORTIF

L'Entreprise doit fournir les équipements complets pour la pratique du beach volley, beach handball et beach tennis. Elle doit les prestations suivantes :

2.3.1 EQUIPEMENT POUR LA PRATIQUE DU BEACH VOLLEY

- Fourniture et pose de poteaux semi-fixes :
 - o 4 unités, répondant à la norme NF EN 127, traités anti-UV et anti-corrosion munis de rembourrage de protection, équipés d'un système permettant de varier la hauteur des filets

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur site de BOULOURIS
Aménagement d'un terrain de sport en sable – LOT 2 EQUIPEMENT

(si possible avec possibilité d'installer également un filet de beach tennis) et adaptés à la compétition

- A poser sur les plots béton réalisés par le lot VRD
- Les platines et fourreaux de scellement sont à remettre au lot VRD qui les incorporera dans les massifs béton
- Les poteaux pourront être déposés, après avoir enlevé le sable
- Fourniture de la platine de protection à poser lors de la dépose des poteaux

- Fourniture et pose de filets :

- 2 unités
- Les filets doivent comporter deux bandes horizontales de 7 à 10 cm de large, placées à ses parties supérieures et inférieures.
- Un câble et des cordons permettent de relier le filet aux poteaux et de régler sa tension
- Tout autre équipement de type centreur de filet, crochets de tension, sangles de serrage avec boucles, etc

Remarque : Les poteaux et filets doivent permettre la pratique du beach tennis.

- Lignes de terrain :

Le terrain de jeu est délimité par deux lignes de côtés et deux lignes de fond (il n'y a pas de ligne centrale).

Les lignes font de 5 à 8 cm de larges, sont de couleur contrastante avec celle du sable qui sont incluses dans les dimensions du terrain.

Elles sont constituées de rubans résistants. Les lignes de terrain sont fixées à l'aide de piquets d'ancrage souples et enfouis le plus profondément possible.

2.3.2 EQUIPEMENT POUR LA PRATIQUE DU BEACH HANDBALL

- Fourniture et pose buts de beach handball :

- 4 unités,
- dimensions officielles : 3 m × 2 m
- structure aluminium ou acier galvanisé
- filets résistants aux UV et au sel
- système d'ancrage sécurisé

- Bandes de délimitation souples et visibles
- Ancrages pour lignes
- Rubans résistants UV

2.3.3 FORMATION MONTAGE

L'Entreprise livrera les équipements et formera les utilisateurs au montage des matériels.

Chaque matériel sera donc monté une fois, puis replié entièrement.

A la fin de la formation l'Entreprise devra la mise en place des 2 terrains de beach en mode compétition.

FIN DU DOCUMENT.